

Concernant la politique générale,

la présidente, Mme Florence PLOYART, précise que la stratégie ne se décide évidemment pas à son niveau mais assure qu'elle relaiera les interrogations des organisations syndicales.

En ce qui concerne le « nouveau réseau de proximité (NRP) », ce sujet la dépasse également mais elle a rappelé la tenue d'un groupe de travail le 24/10 sur les modalités de mise en œuvre en matière de ressources humaines. Elle juge que la présence des OS est assez essentielle pour son service et les invite à ne pas le boycotter.

D'après elle, ce GT serait ouvert, et pourrait en tous cas apporter un certain nombre de réponses aux agents et aux cadres.

La présidente précise que dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique, tout ce qui relève de l'infra-départemental, c'est-à-dire les lignes directrices de gestion, doit être discuté et pourra donner lieu à de réels échanges.

La CGT assume pleinement son refus de participer au dialogue social dans ce contexte et réaffirme son exigence de retrait du plan Darmanin. Il est inconcevable de se rendre à des GT pour « discuter ou négocier » les conséquences RH d'un plan dont on demande le retrait .

La présidente partage la préoccupation des OS sur la prochaine disparition de la plupart des CAP.

Elle déplore la judiciarisation des relations entre les fonctionnaires et l'administration. Elle rappelle que celle-ci n'est pas souhaitée par la direction générale mais que la mise en œuvre des textes qui s'imposent désormais conduit à cette tendance. Elle partage notre analyse en la matière et rappelle que ce chantier est lourd pour l'administration.

Elle rappelle également qu'un GT ministériel est prévu prochainement.

Au sujet du rapport de l'audit commandé à la mission risque et audit (MRA) par le directeur général, elle précise que celui-ci n'est communicable que si le directeur général le souhaite. Cela n'est bien sûr pas le cas, et c'est bien représentatif du dialogue social selon la DG.

Elle renvoie les OS à la fiche n°2 du GT du 27/03/2019, boycotté par l'intersyndicale qui tirait pour partie les enseignements du rapport.

Elle fait remarquer l'importance que revêtent pour elle les OS dans leur rôle de relais entre l'administration et les agents.

Concernant la CAP en particulier,

la présidente rappelle que les filières encadrement et expertise ne sont plus étanches et qu'à ce titre des questions se rapportant au management ont été posées.

Cette nouveauté est une adaptation logique de l'épreuve, la DG ne pouvant pas méconnaître la passerelle ouverte par le recours administratif formulé par un IDIV expert. Cependant, la présidente précise que les questions « encadrement » ne devaient durer que 5 mn sur les 30 que dure l'entretien.

Sur le fait que certains départements n'ont pas organisé de préparation, elle est très étonnée et affirme que des crédits ont pourtant été obtenus pour une préparation des futurs candidats. Elle s'est engagé à vérifier d'éventuels manquements.

../.. suite pièce à télécharger

fichiers:



[Télécharger cr_capn_idiv_expert_17_10_2019.pdf](#) (730.44 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des CAP Nationales](#)

Public: [Nomination / Sélection A+](#)
[CAP A](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
